

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°88 – Semaine du 13 janvier 2025

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

La valorisation totale du Nasdaq Nordic en décembre 2024 :

1 849 Mds€

Les entreprises listées sur le Nasdaq Nordic et Baltic sont valorisées à 1 859 Mds€.

Le Nasdaq Stockholm représente environ 960 Mds€, celui de Copenhague 621 Mds€, celui d'Helsinki 244 Mds€ et celui d'Islande 22 Mds€. Le Nasdaq Baltic est quant à lui valorisé à 10 Mds€. Pour mémoire, la Bourse d'Oslo est rattachée à Euronext depuis 2019. Sa capitalisation est de 309 Mds€.

Source : Nasdaq, Euronext

Pays nordique

8% des 500 entreprises les plus soutenables au monde sont nordiques. Selon le dernier classement « *World's most sustainable companies of 2025* » réalisé par le magazine *Time* et l'institut *Statista*, 41 entreprises parmi les 500 entreprises les plus soutenables au monde sont nordiques. Le danois Novo Nordisk (santé) occupe la 13^e place devant le suédois Epiroc (infrastructure), lequel arrive en 166^e position. Pour la Finlande, Elisa (technologies) occupe le 38^e rang mondial, pour l'Islande Össur (prothèses) le 41^e rang et pour la Norvège Storebrand (alimentation) le 51^e rang mondial. Le groupe espagnol Solaria Energia figure en tête du classement mondial et le français Capgemini en 39^e position.

Les pays nordiques font partie du Top 34 des économies les plus performantes au monde en 2024 selon le classement *The Economist*.

Le Danemark occupe la 3^e place, la Suède la 12^e, l'Islande la 14^e, la Norvège la 22^e et la Finlande la 34^e. Ce classement est construit sur quatre indicateurs : PIB, rendement des marchés boursiers, inflation et chômage.

Année record pour le pont-tunnel de l'Öresund. Le pont qui relie Copenhague, au Danemark, et Malmö en Suède (près de 8 km de longueur) a accueilli 7,5 M de véhicules en 2024 (+13% par rapport à 2023), ce qui est le niveau de trafic le plus élevé depuis son inauguration en juillet 2000.

Danemark

Novo Holdings a finalisé l'acquisition de l'entreprise américaine Catalent. Annoncée en février dernier, la transaction a finalement obtenu l'approbation des autorités de concurrence européennes et américaines en décembre 2024. D'une valeur de 117 MdsDKK (16 Mds€), il s'agit du rachat le plus important de l'histoire du Danemark, selon la presse. Basé dans le New Jersey, Catalent est l'un des plus grands sous-traitants mondiaux de l'industrie pharmaceutique et possède une cinquantaine de sites dans le monde. En conséquence de cette acquisition, Novo Holdings a cédé trois sites de production de Catalent à Novo Nordisk pour environ 83 MdsDKK (11 Mds€). Ces trois usines spécialisées dans le remplissage stérile de produits pharmaceutiques augmenteront fortement la capacité de production de Novo Nordisk à partir de 2026.

Carlsberg obtient le feu vert des autorités de la concurrence pour son acquisition de Britvic. La division britannique de Carlsberg sera ainsi fusionnée avec le fabricant britannique de boissons non alcoolisées sous le nom de Carlsberg Britvic. Pour mémoire, Britvic possède notamment les droits de distribution de PepsiCo au Royaume-Uni, et a réalisé en 2023 un chiffre d'affaires de 2 Mds €. Carlsberg prévoit de finaliser la transaction au cours du mois de janvier. L'acquisition de Britvic est la plus importante réalisée par Carlsberg depuis le rachat de Scottish & Newcastle en 2008.

SAS se classe parmi les 10 compagnies aériennes mondiales les plus ponctuelles en 2024. Selon la société d'analyse aéronautique Cirium, les passagers de SAS sont arrivés dans les 15 minutes suivant l'heure annoncée dans 81,4% des cas, ce qui positionne la compagnie scandinave en 9^{ème} position sur la liste. Aeromexico se classe premier avec 86,7%, suivie par Saudia Airline avec 86,35%. SAS et la compagnie espagnole Iberia sont les seules compagnies européennes dans le top 10. Le classement ne comprend que les compagnies aériennes mondiales, définies comme celles qui desservent au moins trois régions du monde.

Vestas abandonne son objectif climatique pour 2025 et prévoit également de réviser son objectif 2030. Le fabricant d'éoliennes reconnaît que l'objectif de réduire ses émissions directes de gaz à effets de serre (scope 1 et 2) de 55% d'ici 2025 par rapport à 2019 n'est plus atteignable. En effet, si les données pour 2024 sont encore attendues, Vestas a réduit ses émissions de seulement -4,4% entre 2019 et 2023. L'entreprise indique que l'impact de ses activités éoliennes offshore (division partagée auparavant avec Mitsubishi Heavy Industries et reprise entièrement par Vestas en 2021) est la raison principale de ce retard par rapport aux objectifs. Les émissions liées au carburant acheté par Vestas et utilisé par les navires qui servent à installer et à entretenir les éoliennes en mer jouent notamment un rôle majeur. Vestas prévoit également de revoir, d'ici l'été, son objectif de neutralité carbone en 2030, validé par l'organisation *Science Based Targets Initiative* (SBTi). Toutefois, la société maintient son objectif de réduire les émissions de sa chaîne de valeur (scope 3) de 45% à l'horizon 2030.

Finlande

Les prévisions économiques se dégradent. Le rebond de la croissance en 2025 pourrait être plus limité que prévu : +1,6% selon les prévisions de décembre du ministère des finances, et +0,8% selon celles de la Banque de Finlande (contre +1,7% et +1,1% respectivement dans les prévisions de septembre). Le taux de chômage devrait augmenter de 8,3% en 2024 à 8,4% en 2025 selon le ministère des finances (contre 8% et 7,6% prévus en septembre). Les prévisions pour les finances publiques se dégradent également : le déficit public pourrait atteindre 4,2% du PIB en 2024 et 3,5% en 2025 (contre 3,7% et 3,2% prévus en septembre). Après la publication des prévisions le 19 décembre, la ministre des finances Riikka Purra a annoncé que le gouvernement pourrait décider de nouvelles mesures budgétaires au printemps 2025.

La présence des entreprises françaises en Finlande s'est renforcée en 2023. Selon *Statistics Finland*, la France reste à la 8^e place pour le nombre de filiales en Finlande, avec 179 entreprises recensées (contre 160 en 2022). Parmi les principaux pays d'origine des filiales, la France enregistre la plus forte progression par rapport à 2022 pour l'effectif cumulé (12 700 salariés ; +13%) comme pour le chiffre d'affaires cumulé (6,3 Mds€ ; +34%).

Plusieurs réformes du marché du travail entrent en vigueur. Adoptées en décembre, une loi favorisant les négociations collectives au niveau local et une loi plafonnant les hausses de salaires dans les secteurs non-exportateurs sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier. Sont également entrés en vigueur un décret pris en décembre, imposant un revenu minimum de 1 600 € pour disposer d'un permis de séjour salarié en Finlande, ainsi qu'une loi de 2023 transférant les services de l'emploi de l'Etat aux municipalités.

La loi sur les éoliennes dans la zone économique exclusive entre en vigueur. Cette loi régle l'installation de capacités éoliennes *offshore* dans la ZEE : le gouvernement est chargé de déterminer les zones adaptées à l'installation d'éoliennes, et de les ouvrir à une mise en concurrence dans le cadre d'une procédure d'appel d'offres. Le permis d'exploitation confère un droit exclusif de mener des études et d'installer des éoliennes dans la zone concernée, pour une période déterminée, moyennant le versement d'une redevance à l'Etat. Le gouvernement envisage de désigner les premières zones et de lancer les premiers appels d'offres courant 2025.

Le centre de ressources sur l'économie circulaire de l'UE (EU CERC) débute ses opérations. Financé par la Commission européenne à hauteur de 15 M€ sur 5 ans, le CERC sera géré par le ministère des Affaires Etrangères finlandais et le fonds finlandais pour l'innovation (*Sitra*). L'objectif du CERC est de promouvoir la coopération avec le « Sud global » en matière d'économie circulaire, en diffusant les connaissances et meilleures pratiques de l'UE, en soutenant les politiques en faveur de l'économie circulaire dans les pays partenaires, et en encourageant la coopération entre entreprises de l'UE et des pays partenaires dans ce domaine.

Verne annonce son quatrième centre de données en Finlande. Filiale du gestionnaire d'actifs français Ardian depuis début 2024, Verne a fait l'acquisition d'un site à Mäntsälä (sud du pays) pour construire un nouveau centre de données. D'une capacité initiale de 70 MW, le centre est destiné aux entreprises axées sur les calculs haute performance (HPC) et l'IA. L'investissement est estimé entre 500 et 600 M€. La construction commencera mi-2025 et devrait durer deux ans.

Islande

Entrée en fonction d'un nouveau gouvernement de coalition réunissant le Parti social-démocrate, le Parti de la réforme et le Parti du peuple.

Les responsables des trois partis constituant la coalition ont présenté le 21 décembre la composition du nouveau gouvernement dirigé par Kristrún Frostadóttir, ainsi que la plateforme gouvernementale de celui-ci. Le document, publié en islandais, en anglais et en polonais, détaille les priorités de cette coalition, parmi lesquelles la stabilité économique, l'optimisation des dépenses publiques, la réalisation d'investissements en matière d'infrastructures et le renforcement des politiques sociales et de soutien à l'éducation. Le gouvernement prévoit également un référendum sur la reprise des négociations d'adhésion à l'UE.

Exercice majeur de démocratie directe en matière de réduction des dépenses publiques.

Le nouveau gouvernement a lancé le 2 janvier une consultation publique en ligne afin de collecter des propositions visant à réduire ou optimiser les dépenses de l'Etat. Au 8 janvier, plus de 2 500 contributions ont déjà été enregistrées, un niveau record de participation pour une consultation publique. Les contributions sont variées. Les Islandais ont jusqu'au 23 janvier pour soumettre leurs propositions, après quoi les réponses seront triées et catégorisées à l'aide de l'intelligence artificielle avant que les résultats ne soient publiés puis confiés à un groupe de travail dédié.

Atterrissage de l'inflation à 4,8% sur la fin de l'année 2024.

Selon les chiffres de l'institut islandais des statistiques, l'inflation s'est maintenue à un rythme de + 4,8% au cours des mois de novembre et de décembre 2024. C'est la première fois depuis novembre 2021 que le niveau de l'inflation en Islande est inférieur à 5%. Les banques Islandsbanki et Kvika prévoient que l'inflation se maintiendra au même niveau au mois de janvier 2025 avant de continuer à décroître à partir du mois de février.

Baisse de 60% de la consommation électrique des data centers islandais d'une année sur l'autre.

Selon les chiffres publiés par l'Agence islandaise de l'énergie, la consommation électrique des data centers islandais aurait baissé de 60% d'une année sur l'autre. Cette baisse importante est en partie due à l'amélioration de la performance et des infrastructures des *data centers*, mais surtout à la disparition progressive de l'hébergement d'activités de minage de cryptomonnaie en Islande. Les activités aujourd'hui privilégiées sont le stockage de données, la fourniture d'importantes capacités de calcul ou encore les services d'intelligence artificielle. La compagnie nationale d'électricité islandaise Landsvirkjun rapporte que ses ventes d'électricité aux centres de données ne représentent plus aujourd'hui qu'un tiers de ce qu'elles étaient en 2022.

L'Islande rejoint officiellement Eurocontrol.

L'Islande est depuis le 1er janvier 2025 le 42e membre à part entière de l'Organisation européenne pour la sécurité de la navigation aérienne Eurocontrol. L'organisation est en charge de la coordination et de l'organisation du trafic aérien européen, en application des législations européennes sur le Ciel unique européen (*Single European Sky – SES*). L'Islande, membre observateur de l'organisation depuis 1998, avait engagé un processus de transition vers une adhésion plénière à Eurocontrol en 2022. La coopération avec cette organisation avait été particulièrement importante en 2010, lors de l'éruption du volcan Eyjafjallajökull.

Le prothésiste islandais Össur figure dans le classement des meilleures entreprises en matière de croissance durable 2025 du Time.

L'entreprise islandaise spécialisée dans la fabrication de prothèses de haute technologie figure en 41ème position sur 500 de la liste des « World's Best Companies in Sustainable Growth 2025 » du Time et de Statista. Elle est la 5ème entreprise nordique de ce classement basé sur les performances financières et environnementales des entreprises tout au long de leur chaîne de production.

Norvège

La Banque centrale norvégienne maintient ses taux d'intérêt inchangés.

La *Norges Bank* a annoncé maintenir, pour la huitième fois, son taux directeur à 4,5%. Une possible réduction de ce taux en mars 2025 a été annoncée. En novembre 2024, l'inflation était de 2,4 %. Ce maintien des taux permet également de limiter la dépréciation de la couronne norvégienne, sensible depuis plusieurs mois.

Le Fonds souverain norvégien renforce son portefeuille immobilier aux États-Unis.

Le *Government Pension Fund Global* (GPF) a annoncé le 3 janvier 2025 avoir pris des participations dans 48 bâtiments situés en Californie, au New Jersey et en Pennsylvanie, réunis dans un portefeuille logistique. Cet investissement d'une valeur de 1,04 Md€ permet au Fonds de contrôler 45% de ce portefeuille (l'Australien *Goodman Group* détient 55%) et renforce sa présence sur le territoire américain. En décembre 2024, le Fonds souverain avait acquis pour 930 M€ une participation majoritaire dans huit immeubles de bureaux à Boston, San Francisco et Washington DC.

Renforcement de la coopération stratégique avec le Royaume-Uni.

Le 16 décembre 2024, le Premier ministre britannique Keir Starmer a visité aux côtés de son homologue norvégien Jonas Gahr Støre les infrastructures de *Northern Lights* et la base principale de la marine royale norvégienne à Haakonsværn. Les deux chefs de gouvernement ont également signé un nouvel accord de coopération stratégique qui prévoit un partenariat dans le domaine de l'industrie verte et un renouvellement des coopérations en matière de défense.

Accord de pêche entre la Norvège et le Royaume-Uni.

La Norvège a signé le 17 décembre un accord bilatéral avec le Royaume-Uni pour l'accès réciproque et l'échange de quotas de pêche en 2025. Les parties ont convenu d'un échange limité de quotas qui préserve la pêche traditionnelle norvégienne dans la zone britannique en dehors de la mer du Nord.

La Norvège et les îles Féroé concluent un accord de pêche durable.

La Norvège et les îles Féroé ont conclu un accord visant à réduire la pression de pêche sur le hareng norvégien (*nvg-sild*), attribuant une part de 64,18 % à la Norvège et de 10 % aux Féroé pour 2025. Cet accord marque une baisse des quotas unilatéraux des deux parties, réduisant ainsi la surpêche de 23,87 %. L'accord prévoit un accès mutuel à leurs zones économiques respectives pour d'autres espèces comme le maquereau et le chinchard. Cet engagement mutuel vise à garantir une gestion durable de cette ressource, qui a généré une valeur de 240 M€ en 2024.

2024, année record pour les produits de la mer norvégiens.

Les exportations de produits de la mer norvégiens ont atteint un niveau record en 2024 (14,5 Mds€). Le saumon d'élevage représente 70% de ces ventes. L'Europe, les États-Unis et la Chine restent les marchés les plus dynamiques pour les produits de la mer norvégiens. Le secteur pêche et aquaculture est le deuxième poste d'exportations du royaume, derrière les hydrocarbures.

Hausse prévue des investissements dans les hydrocarbures.

Les investissements dans le pétrole et le gaz augmenteront de 4% à 23 Mds€ en 2025, selon l'association des professionnels du secteur (*Offshore Norge*). Les activités de prospection devraient aussi s'intensifier sur 45 nouveaux gisements, un chiffre au plus haut depuis 2019. Un reflux des investissements sur le plateau continental est attendu en 2026.

Financement du projet éolien Empire Wind 1.

Equinor confirme début janvier 2025 avoir levé 2,9 Mds€ pour le financement du projet éolien *offshore* Empire Wind 1, aux États-Unis. Ces éoliennes alimenteront en électricité 500 000 foyers new yorkais.

Pertes d'Equinor aux Etats-Unis.

Selon un rapport de PwC, dont les conclusions ont été rendues publiques en décembre 2024, les pertes comptables d'Equinor aux Etats-Unis entre 2007 et 2019 s'élèvent à 20,4 Mds€.

Prix de l'électricité en hausse en Norvège.

A la suite de la répercussion des prix élevés de l'électricité en Allemagne, le ministre norvégien de l'énergie Terje Aasland estime que la Norvège doit s'unir à la Suède contre la politique électrique européenne. Cette déclaration s'inscrit dans un contexte où la Norvège hésite à renouveler deux câbles électriques vers le Danemark, bientôt hors d'usage. Le ministre souligne l'étroite et bonne coopération énergétique entre la Norvège et la Suède, avec une utilisation mutuelle à long terme de leurs ressources énergétiques respectives.

Prolongation de l'exonération plafonnée de TVA pour les voitures électriques en Norvège.

L'Autorité de surveillance de l'AELE (ESA) a validé la prolongation de l'exonération de TVA pour les voitures électriques jusqu'en 2026. Cette mesure s'applique aux achats et locations de véhicules électriques d'une valeur allant jusqu'à 42 500 €, au-delà desquels la TVA normale s'applique. Cette aide d'État légale figure dans le budget 2025, renforçant les efforts de la Norvège pour promouvoir une mobilité durable.

Nouvel accord de coopération avec l'Allemagne dans le domaine spatial.

Lors d'une visite à Haakonsværn le 2 décembre 2024, le ministre allemand de la défense, Boris Pistorius et son homologue norvégien Bjørn Arild Gram ont signé une lettre d'intention visant à renforcer la coopération entre les deux pays dans le domaine spatial.

Croissance du groupe spatial Eidel.

Le groupe norvégien Eidel vient de remporter deux appels d'offres lancés par l'Agence spatiale européenne et le Centre spatial norvégien, pour un total de 11,25 M€. Il fournira des satellites d'une soixantaine de kilos au programme norvégien *Arctic Ocean Surveillance*.

Renforcement de la défense aérienne norvégienne.

L'Agence norvégienne du matériel de défense a signé le 19 décembre 2024 un contrat avec *Kongsberg Defence & Aerospace* (KDA) pour la livraison de deux batteries antiaériennes NASAMS supplémentaires à la défense aérienne norvégienne. Ce contrat, d'une valeur totale de 230 M€, vise à remplacer l'équipement donné à l'Ukraine et à procéder à un changement de génération pour la NASAMS. Le plan à long terme de la défense prévoit le doublement du système de défense aérienne NASAMS existant, lequel sera également développé pour offrir une meilleure protection contre les drones et les missiles. L'armée de l'air et l'armée de terre recevront davantage de systèmes.

Partenariat entre Lockheed Martin et cinq entreprises norvégiennes.

L'industriel américain Lockheed Martin a signé en décembre 2024 un partenariat avec cinq groupes norvégiens (Empact, ModeSensors, Jotne, Alva Industries, UBIQ Aerospace) pour développer de nouvelles technologies pour la défense aérienne. Ce contrat s'élève à 7,6 M€.

Difficultés d'embauche dans certains secteurs d'activité.

Trois employeurs norvégiens sur quatre ont du mal à trouver de la main d'œuvre qualifiée, selon une enquête de Manpower Group. Les compétences dans le domaine de l'informatique, de l'ingénierie et de la vente sont particulièrement recherchées. Face à cette situation, le Premier ministre a annoncé un nouveau programme pour l'accompagnement de 100 000 jeunes de moins de 30 ans sur le marché du travail.

Harmonisation des règles de départ à la retraite.

Tonje Brenna, ministre du travail et de l'intégration, souhaite que l'âge maximum de départ à la retraite en vigueur dans l'administration publique d'Etat (72 ans) soit aussi appliqué dans le secteur privé et dans les collectivités territoriales (70 ans actuellement). Les principaux syndicats et le patronat y sont favorables.

Suède

En 2025, la Suède célèbre ses 30 années d'adhésion à l'Union européenne. Jessica Rosencrantz, ministre des Affaires Européennes, a réaffirmé à cette occasion les priorités du gouvernement en matière de coopération européenne: le soutien à l'Ukraine, la lutte contre la criminalité, la recherche de compétitivité en termes d'innovation et d'entreprenariat, ainsi que la transition climatique.

La contribution de la Suède au budget de l'UE diminue en % du PIB.

En 2023, la Suède a versé un peu moins de 44 Mds de SEK (3,8 Mds€) en contributions à l'UE et a reçu en retour 18 Mds de SEK (1,6 Md€) en subventions. La contribution nette s'élève donc à 25 Mds de SEK (2,2 Mds€). Selon le MEDEF suédois, les flux commerciaux générés par l'accès au marché unique apportent environ 300 Mds de SEK (26 Md€) à l'économie du pays chaque année.

	2020	2021	2022	2023
Contributions à l'UE	47,2	52,3	48,2	43,6
Subventions de l'UE	14,2	14,6	15,6	18,3
Contribution nette (en % du PIB)	33 (0,66%)	37,7 (0,69%)	32,6 (0,56%)	25,3 (0,41%)

En Milliards de SEK; source: Regeringen

La croissance du PIB est révisée à la baisse pour 2025. La ministre des Finances, Elisabeth Svantesson, a annoncé que la croissance du PIB en 2025 devrait finalement attendre 2%, et non plus 2,5% comme annoncé dans les prévisions d'août 2024. Le niveau de chômage reste en revanche inchangé à 8,4% fin 2024.

L'inflation baisse en décembre et atteint 0,8% (IPC à taux variable) selon l'indicateur préliminaire de la banque centrale suédoise. Selon la banque centrale, *Riksbank*, l'indice des prix à la consommation à taux d'intérêt fixes (CPIF) atteint 1,5% et baisse par rapport à novembre (1,8%). La banque centrale suédoise a abaissé son taux directeur à 2,5% le 18 décembre. Les marchés anticipent une poursuite de cette tendance permettant d'atteindre un taux directeur compris entre 1,75% et 2,25% dans le courant du premier semestre 2025.

La Vice-Première ministre et ministre des entreprises et de l'énergie Ebba Busch est en déplacement aux Etats-Unis du 6 au 9 janvier. Des rencontres et des visites axées sur l'IA, les technologies spatiales et l'énergie sont prévues. Elle a visité le *Consumer Electronics Show (CES)* à Las Vegas, l'un des événements les plus importants au monde pour les nouvelles technologies. A cette occasion, Gary Shapiro, le président de la CTA, importante organisation technologique et industrielle américaine, a décerné un prix récompensant la Suède comme pays figurant parmi les plus innovants dans le monde. Ce prix couvre un large éventail d'indicateurs, tels que l'esprit d'entreprise, le capital humain, les investissements en R&D et l'utilisation de nouvelles technologies telles que l'IA et la télémédecine. Des rencontres avec des représentants de Google, Meta, OpenAI et Muon Space, ainsi qu'avec des entreprises suédoises et des investisseurs étrangers, sont également prévues lors du voyage.

Ebba Busch critique la politique énergétique allemande dans un contexte de hausse des prix d'électricité dans le sud de la Suède.

La Vice-Première ministre a critiqué la décision allemande de renoncer à l'énergie nucléaire en misant sur l'énergie solaire et éolienne, ce qui a rendu leur production d'électricité très dépendante des conditions météorologiques et a affecté l'ensemble du système électrique européen. Le phénomène de *Dunkelflaute* de mi-décembre, une période de faible ensoleillement et faible vent, a fait augmenter les prix dans le Sud de la Suède, où les prix ont atteint entre 2,5 SEK et 3,6 SEK par kWh, contre 0,1 SEK dans le Nord, soit des niveaux environ 30 fois plus élevés.

57 400 nouvelles entreprises ont été créés en 2024. Ce niveau est le plus faible depuis la crise financière de 2009 et représente un signal négatif sur le taux de chômage dans un contexte où 4 emplois sur 5 sont aujourd'hui créés par les PME en Suède.

Le taux moyen de l'impôt sur le revenu du travail imposé par les collectivités territoriales atteint 32,41% en 2025. Les 290 communes et 21

régions prélèvent l'impôt sur les revenus issus du travail des contribuables domiciliés sur leur territoire. Le taux varie entre 28,98% pour la commune d'Österåker (région de Stockholm) et 35,30% pour la commune de Degerfors (région du Värmland).

L'UE demande une meilleure surveillance de la gestion de l'eau en Suède. La gestion des permis d'utilisation de l'eau serait contraire aux directives européennes selon la Commission européenne qui a annoncé l'ouverture d'une procédure judiciaire. La principale critique porte sur le fait que la Suède procède trop rarement aux inspections des prélèvements d'eau et barrages. De nombreux barrages hydroélectriques en Suède sont encore exploités sous des permis délivrés entre 1918 et 1978, ce qui risque de nuire à la biodiversité. En outre, plusieurs prélèvements d'eau sont exploités sans permis, alors qu'ils ont un impact significatif sur les niveaux. La Suède dispose de deux mois pour répondre aux critiques et combler les lacunes. La Commission européenne a déjà engagé des procédures d'infraction similaires à l'encontre de six autres États membres.

Nexans remporte un contrat de plus de 5 MdsSEK (435 M€) pour le raccordement électrique de l'île de Gotland. Le contrat remporté auprès de Svenska Kraftnät, gestionnaire du réseau de transport d'électricité suédois, prévoit 320 kms de câbles haute tension sous-marins et terrestres destinés à la liaison électrique avec l'île de Gotland dans la Baltique. Cette liaison, dont l'achèvement est prévu pour 2030 jouera un rôle majeur pour la transition de l'île vers une industrie neutre en carbone.

Le conseil d'administration de Northvolt confirme la poursuite des opérations. La décision a été prise le 8 janvier lors d'une assemblée générale extraordinaire. Cela signifie que la production de batteries à Skellefteå et le processus de, *Chapter 11* en cours devant le tribunal américain peuvent donc se poursuivre comme prévu.

Safe Life rachète le français D-Sécurité. Le suédois Safe Life rachète D-Sécurité, basé à Lyon, qui est l'un des principaux fournisseurs français de solutions de

secours (défibrillateurs, systèmes de prévention des incendies et formation spécialisée en matière de sécurité). Le montant de l'acquisition n'a pas encore été confirmé.

Volvo Cars enregistre une année record en termes de ventes mondiales en 2024. 763 389 voitures ont été vendues pour l'ensemble de l'année 2024, soit une augmentation de 8% par rapport à l'année précédente. Les ventes de voitures électriques ont augmenté en décembre 2024 de 15% pour atteindre 14 130 unités et de 54% pour atteindre 175 195 sur l'année.

Un projet d'investissement d'un milliard d'euros du fournisseur chinois de matériaux pour batteries PTL bloqué par l'agence suédoise de surveillance des produits stratégiques. Selon l'agence suédoise de surveillance des produits stratégiques (ISP), le projet de la société chinoise *Putailai New Energy Technology Co (PTL)* de construction d'une usine d'anodes à Torsboda ne répondrait pas à certaines exigences de sécurité imposées depuis la mise en œuvre de la loi sur le contrôle des IDE entrée en vigueur en 2024, visant en particulier le contrôle du capital de *Zichen Sweden* (filiale de PTL chargée du projet), la composition de la direction, la propriété des résultats de la R&D et les dispositions réglementaires. PTL a indiqué son intention de faire appel au gouvernement suédois. L'investissement de 13 MdsSEK (1,15 Md€) est gelé à ce stade.

Cary group prend le contrôle du français 123 Pare-Brise. Le suédois Cary Group (ex Ryds bilglas) s'implante en France en prenant le contrôle d'une majorité du capital (51%) du réseau indépendant français 123 Pare-Brise, dont le siège se trouve dans les Hauts-de-France. Cette entreprise, créée en 2020, compte 129 agences et un chiffre d'affaires de plus de 100M€. Elle emploie près de 900 personnes. Cary group, détenu par les fonds d'investissements CVC et Nordic Capital, consolide avec ce rachat sa position parmi les leaders du secteur en Europe avec son concurrent belge Carglass. Le montant de l'acquisition n'est pas connu à ce stade.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024
Suède	5,9	1,5	-0,2	0,6	0	0,3
Danemark	7,4	1,5	2,5	-0,7	1,3	1,2
Finlande	2,7	1,5	-1,2	0,4	0,1	0,3
Norvège ¹	3,9	3,2	0	0,2	2	-1,8
dont PIB continental	4,5	4,3	0,6	0,4	0,3	0,5
Islande	5,3	9	5	-1	1,5	-1,1

Sources : [OCDE](#), SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)² :

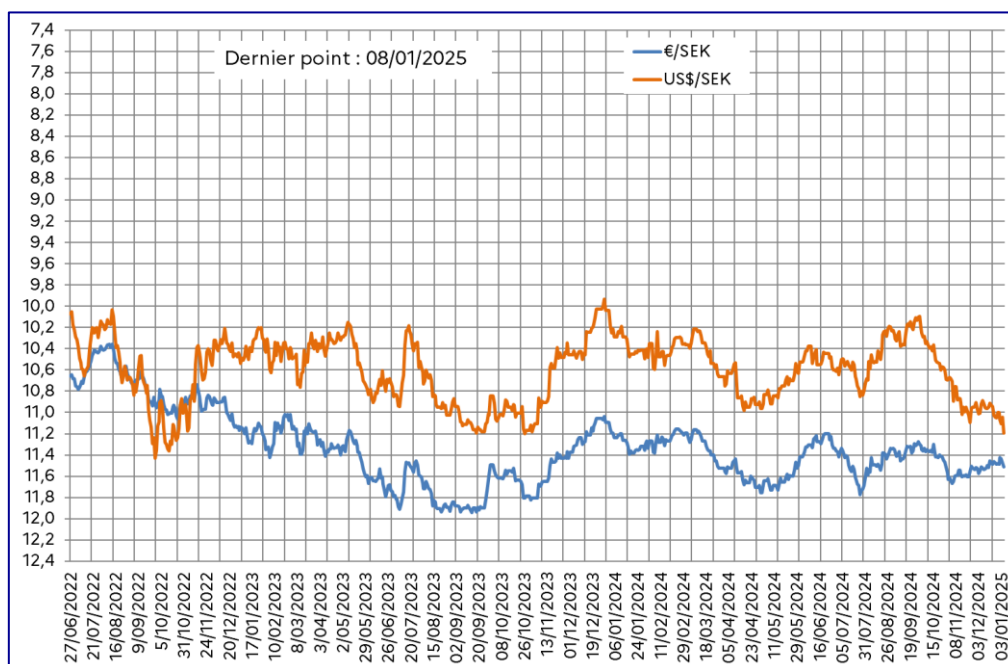
	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2024	T2 2024	T3 2024
Suède	2,2	8,4	8,6	4,7	3,4	2
Danemark	1,9	7,7	3,3	0,9	1,6	1,3
Finlande	2,2	7,1	6,2	0,8	0,5	1
Norvège	3,5	5,8	5,5	4,2	3	2,8
Islande	4,4	8,3	8,8	7	5,7	5,9

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

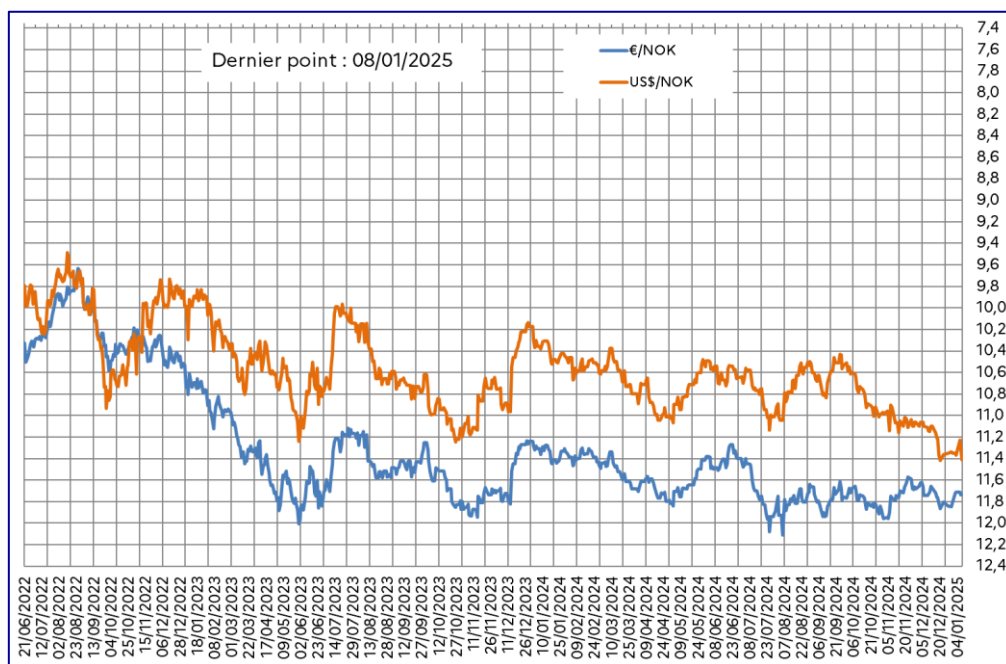
Sources : SCB, SSB, DST, Statice, Tilastokeskus

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service Économique Régional de Stockholm (O. Cuny)

olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services Économiques de Copenhague (M. Valeur, A. Reynaud), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, A. Moulin), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, A. Faure) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, A. Montoya).

Abonnez-vous : alice.faure@dgtrésor.gouv.fr